



International Society for Labour and Social Security Law

Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale

Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social

Bulletin No. 153

Janvier 2021

Bonne année!

Chers collègues,

Nous sommes heureux de vous présenter les dernières mises à jour concernant les activités de la Société internationale.

Message de la Présidente

Mon dernier message a été envoyé à un moment où nous pensions que la pandémie allait s'atténuer d'ici la fin de 2020 et le début de 2021. Au lieu de cela, le virus COVID-19 s'est enflammé (et a même muté). Dans un effort pour contrôler la propagation du virus, de nombreux pays ont imposé des restrictions, avec pour résultat que beaucoup de nos membres travaillent depuis chez eux. Cela a posé des problèmes à nos membres. La façon habituelle de présenter des exposés, des séminaires et des conférences - en rassemblant physiquement les gens dans une salle - n'était plus possible. Face à des contraintes inattendues, notre membre a relevé le défi. Je félicite tous ceux qui ont innové afin de continuer à présenter des programmes.

Beaucoup d'entre nous se sont familiarisés pour la première fois avec Zoom (et d'autres plateformes similaires telles que WebEx, Google Hangouts, Microsoft Teams, etc.). J'applaudis en particulier les efforts d'Oscar Hernandez et d'autres personnes qui ont su trouver des moyens de poursuivre le XI^e séminaire "Isla de Margarita". Plutôt que de faire venir des universitaires à un seul endroit pendant cinq jours, les organisateurs ont décidé de mener le séminaire en ligne pendant cinq semaines. De même, de nombreuses associations nationales ont remplacé les réunions en personne par des webinaires en ligne. J'en ai

personnellement bénéficié car j'ai pu participer en ligne alors qu'il ne m'aurait jamais été possible d'être là en personne pour des raisons de distance physique. Dans certains cas, la nécessité de tenir des réunions virtuelles a été un avantage. Mon propre pays est très vaste et, par conséquent, les membres de l'association nationale américaine se rencontrent rarement en personne. Cette année, l'association nationale américaine a utilisé Zoom pour présenter un webinaire et a tenu sa plus grande "réunion" jamais organisée, une réunion à laquelle ont participé quelques "participants" extérieurs à l'Amérique du Nord.

Il convient de saluer tout particulièrement les participants au Congrès régional européen, initialement prévu pour septembre 2020 à Lisbonne. Lorsque COVID est apparu pour la première fois en Europe en mars 2020, il a été décidé de reporter le congrès régional à mai 2021. Mais comme COVID faisait toujours rage, une réunion physique est devenue impossible. Maria do Rosário Palma Ramalho, APODIT et l'équipe organisatrice ont dû soudainement travailler pour transférer un programme destiné à être présenté en personne et en quatre langues sur une plateforme en ligne. J'encourage vivement tout le monde à soutenir ce congrès européen, qui sera entièrement en ligne, du 5 au 7 mai 2021.

En même temps, les organisateurs péruviens du congrès mondial de Lima en septembre 2021 procèdent à un congrès en personne, l'appel à soumission de résumés étant maintenant ouvert.

Si les réunions en ligne présentent des avantages, puisqu'elles permettent aux personnes à distance de participer, elles ont cependant quelques inconvénients. Une des caractéristiques de nombreuses réunions de la SIDTSS est le contact non planifié : les conversations informelles qui ont lieu pendant les pauses café, les amitiés qui sont initiées ou renouvelées au cours d'un repas, et la possibilité pour les nouvelles personnes d'être présentées à d'autres. En ce qui concerne ce dernier point, je suis très attaché à nos jeunes universitaires. C'est une chose pour un jeune universitaire d'écouter, via Zoom, un webinaire. C'est une autre chose d'être physiquement présent à une session, et quand c'est fini, de poser une question à l'un des intervenants, ou de sortir de la session pour rencontrer d'autres personnes qui y ont participé. Pour ces raisons, j'espère vivement que nous pourrions reprendre les réunions en personne, peut-être en août/septembre, à temps pour le Congrès mondial de Lima.

J'espère également que nos associations nationales utiliseront l'expérience acquise l'année dernière et adopteront une approche "hybride" pour les réunions de l'année prochaine, c'est-à-dire en mélangeant les événements en personne avec des webinaires et des réunions en ligne. Cela devrait encourager la participation la plus large possible des membres.

Dans cette optique de large participation, la Société a lancé en 2013 le concept de sections "Jeunes Juristes", qui a connu un grand succès. (Si votre association nationale n'a pas encore mis en place un groupe ou un événement de jeunes universitaires, je vous invite à le faire).

En 2018, nous avons mis en place un groupe Facebook de la SIDTSS pour la même raison. J'ai été encouragé par le nombre de jeunes universitaires qui ont rejoint le groupe Facebook (et les universitaires plus âgés aussi !). Cela permet des échanges plus informels, les membres du groupe Facebook informant les autres des livres, conférences et webinaires qui pourraient les intéresser.

La SIDTSS est une association très diversifiée. La plupart de nos associations nationales comptent parmi leurs membres des universitaires, des avocats spécialisés dans le droit du travail et des personnes travaillant dans le secteur public. Cela peut créer un défi pour la direction de nos associations nationales car les différents groupes au sein de l'association peuvent graviter vers des programmes différents. Nombre de nos associations nationales répondent à cette situation en proposant des programmes qui répondent aux intérêts de différents membres, par exemple des universitaires ou des praticiens. La Société internationale reconnaît depuis longtemps cette diversité d'intérêts. Les statuts de la SIDTSS, en énumérant les catégories de membres, énumèrent d'abord le membre national et ensuite les "sociétés scientifiques, les associations nationales (autres que les membres nationaux) et les instituts de recherche". J'ai l'expérience des adhésions institutionnelles grâce à mon adhésion à l'ILERA et à mon association nationale, l'Association pour les relations du travail et de l'emploi (LERA), qui comptent toutes deux ce large éventail de membres. D'après mon expérience, les membres institutionnels sont le plus souvent des groupes de recherche universitaires et parfois un groupement régional où les associations nationales n'existent pas encore. L'article 3(3) des statuts de la Société indique que les adhésions institutionnelles sont destinées à encourager les groupes d'intérêt à accroître la visibilité et le soutien de la SIDTSS et à compléter les activités des associations nationales membres. Une chose que nous avons apprise l'année dernière est que pour atteindre notre objectif de promouvoir l'échange d'idées et d'informations, nous devons aller à la rencontre des personnes intéressées et innover dans la manière de présenter nos activités.

Présidente
Prof. Janice Bellace

Séminaires

En raison de la propagation croissante de l'urgence sanitaire COVID-19 dans le monde entier, de nombreuses activités de notre société ont été reprogrammées, reportées ou annulées. À ce stade, nous ne sommes pas en position de fournir des dates précises pour certaines des activités prévues en raison de l'incertitude persistante entourant la pandémie de Covid-19. Nous continuerons à suivre la situation et à vous informer par le biais du site web de la Société.

4ème JILPT (The Japan Institute for Labour Policy and Training) Séminaire de Tokyo sur la politique du travail comparée

Le 4ème séminaire JILPT (The Japan Institute for Labour Policy and Training) de Tokyo sur la politique du travail comparée s'est tenu en ligne le 9 novembre 2020. Le thème du séminaire était "Le monde du travail en mutation à l'ère numérique - les nouvelles formes de travail et le rôle de la politique du travail". Ce séminaire a vu la participation de nombreux jeunes universitaires venant de différents pays. Ils ont présenté des documents très intéressants. Actuellement, les organisateurs japonais envisagent de rassembler ces documents dans un volume édité.

11ème séminaire sur le droit du travail comparé "Isla de Margarita" (Saint-Domingue, République dominicaine)

Le 11e séminaire sur le droit du travail comparé, qui se tient habituellement à Isla Margarita (Venezuela), s'est déroulé en ligne du 2 novembre au 5 décembre 2020, sur le thème de cette année : "Le droit procédural du travail. Un moyen fondamental de garantir les droits des acteurs sociaux". De nombreux universitaires et chercheurs y ont participé, avec des discussions animées entre jeunes universitaires et boursiers. Un grand merci aux organisateurs qui ont déployé beaucoup d'efforts pour organiser ce séminaire en ligne pendant cinq semaines.

7e Séminaire sur le droit international et comparé du travail (Venise, Italie)

Le séminaire de la SIDTSS se tiendra à Venise en juin prochain, du 21 au 23. Le thème du séminaire sera "Au-delà de la subordination. Droit du travail et protection du travail : enjeux et perspectives. Droit du travail et protection du travail : enjeux et perspectives".

Dans cette édition du séminaire sera discuté de manière critique la division juridique entre l'emploi et le travail indépendant ; le développement social, juridique et jurisprudentiel de ces catégories ; le rôle et la perspective des catégories intermédiaires ; les propositions pour aller au-delà de la subordination, en étendant les protections à toutes les relations personnelles de travail ; l'universalisme et la sélectivité des protections du droit du travail.

Comme d'habitude, les jeunes chercheurs auront l'occasion de participer aux sessions de discussion de l'après-midi et de présenter leurs communications, qui seront sélectionnées par le comité scientifique.

Congrès de la SIDTSS

a. I^ee Congrès régional africain (Gaborone, Botswana, 23-24 novembre 2020)

Le I^ee Congrès régional africain de la SIDTSS qui devait avoir lieu les 27 et 28 mars 2020 à Gaborone, au Botswana, sur le thème suivant “Le travail décent dans les pays modernes et en développement” : Les défis juridiques et sociaux contemporains”, s'est tenu entièrement en ligne les 23-24 novembre 2020. Le congrès a vu la participation de nombreux universitaires et juristes représentant l'Afrique et d'autres régions du monde. Nous remercions les organisateurs du I^ee Congrès régional africain pour tous les efforts déployés afin d'organiser un événement aussi réussi.

Prochains congrès de la SIDTSS

a. XIII^ee Congrès régional européen de droit du travail et de la sécurité sociale (Lisbonne, Portugal, 5-7 mai 2021)

La Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale et l'APODIT - Société portugaise de droit du travail - ont le plaisir d'annoncer que le XIII^ee Congrès régional européen de la SIDTSS, sur le thème “Le travail à l'ère numérique : défis juridiques”, se tiendra du 5 au 7 mai 2021, entièrement en ligne.

L'inscription est déjà possible sur le site web du congrès www.lisbon2020congress.com, où sont également affichées des informations détaillées sur le programme et les orateurs confirmés.

Le tarif d'inscription anticipée est disponible jusqu'au 15 février 2021. Une réduction spéciale pour les étudiants en droit et les jeunes universitaires jusqu'à 30 ans est également disponible jusqu'à la même date.

La réunion du Comité exécutif aura lieu à Lisbonne le 5 mai 2021 à 12h00 (GMT). À cette occasion, les membres du CE désigneront le nouveau président élu de la Société. Il y a deux candidats : María Emilia Casas Baamonde, d'Espagne, et le professeur D'Arcy du Toit, d'Afrique du Sud. Veuillez trouver à l'annexe I leur CV. Un projet d'ordre du jour de la réunion du CE sera diffusé en temps utile.

Veillez noter que l'Association internationale des revues de droit du travail (AIJT) a lancé un appel à résumés en relation avec la réunion que l'Association organisera dans le cadre du XIIIe Congrès régional européen de la SIDTSS. La date limite de soumission des résumés est fixée au 1er mars 2021. Contacts pour la soumission des résumés : cfp.iallj@gmail.com. Veuillez trouver en annexe III l'appel à résumés promu par l'AILJ.

En annexe II, vous trouverez également une communication de la Présidente de l'Association portugaise de droit du travail, Prof.^a Maria do Rosário Palma Ramalho, à l'attention des orateurs du XIIIème Congrès régional européen de la SIDTSS.

Provisional Program

Work in the Digital Era – Legal Challenges

XIII European Regional Congress of the
International Society for Labour and Social Security Law

Online

5-7 May 2021

May 5

Morning:

11h30 (GMT) – Young Scholars meeting

12h00 (GMT) – ISLSSL Executive Committee meeting, chaired by Janice Bellace and Giuseppe Casale

Afternoon:

16h30 (GMT) – Opening Ceremony

17h00(GMT) – 1st Plenary Session (round table):

Artificial Intelligence And Human Work: What Lies Ahead?

Chair: Janice Bellace (President ISLSSL)

- *Digital work vs. new forms of entrepreneurial organization* – Carlos Moedas (Former European Commissioner, Portugal)
- *New perspectives on Artificial Intelligence and employment* – Arlindo Oliveira (Instituto Superior Técnico, Lisbon – Portugal)
- *Artificial Intelligence within enterprises: case study* (speaker to be confirmed)
- *The goals of labour law in the age of artificial intelligence* – Guy Davidov (Hebrew University, Israel)

18h30 (GMT) – End of activities

May 6

Morning:

10h30 (GMT) – 1st Parallel Session:

Health And Safety At The Workplace And Social Security Protection In A Digital World

Chair: Jean-Michel Servais (Honorary President ISLSSL)

- *Major risks for health and safety in employment relations in the digital era* – Leszek Mitrus (Jagiellonian University – Poland)
- *Social security systems in the digital era* – Kroum Markov (ILO)
- *Liability for work-related injuries in the digital era* – Júlio Gomes (Portuguese Supreme Court)

10h30 (GMT) – 2nd Parallel Session:

Social Networks And Employment Contract: What Are The Problems?

Chair: Mia Rönnmar (University of Lund) – To be confirmed

- *Limits on freedom of speech in social networks* – Felicia Rosioru (University Babeş-Bolyai, Romania)
- *Seeking for a job: what is the place of social networks?* – Regina Redinha (Universidade do Porto – Portugal)
- *Social networks: public or private sphere?* – Marie-Cécile Escande-Varniol (Université Lumière Lyon II – France)

10h30 (GMT) – 3rd Parallel Session:

Presentation Of The Book “Modern Forms of Work” , Young Scholars Section

Coordination: Stefano Bellomo (Università La Sapienza, Rome, Italy) / David Carvalho Martins (AJJ, Portugal)

10h30 (GMT) – 4th Parallel Session (conducted in Portuguese):

Work In The Digital Era, Developments In Portugal

Chair: Manuel Pinto Hespanhol (Portuguese Supreme Court)

- *Employment in the digital era: a new concept of worker?* – António Monteiro Fernandes (ISCTE, Lisboa – Portugal)
- *Work in the digital era: a new concept of employer / enterprise?* – Catarina Carvalho (Universidade Católica Portuguesa, Porto – Portugal)
- *Work in the digital era: a new paradigm for collective bargaining?* – José João Abrantes (Universidade Nova de Lisboa – Portugal)

10h30 (GMT) – 5th Parallel Session (conducted in Spanish)

Work in the digital Era: Developments in Spain

Chair: María Emilia Casas Baamonde (President AEDTSS)

- *The impact of new disruptive technologies on workers privacy* – José Luis Goñi Sein – Public University of Navarra, Spain
- *Labour relations in the era of robotics and artificial intelligence* – Jesús Mercader Uguina – University Carlos III, Madrid, Spain
- *Algorithms and robots; the challenges of working in the digital age* – María Luz Rodríguez Fernández – University of Castilla – La Mancha, Madrid, Spain

10h30 (GMT) – 6th Parallel Session (Presentation of Papers):

10h30 (GMT) – 7th Parallel Session (Presentation of Papers):

12h00 (GMT) – Break

Afternoon:

13h00 (GMT) – 2nd Plenary Session:

Work In Digital Platforms: Legal Challenge

Chair: Ronnie Eklund (Stockholm University)

- *Who to employ in digital platforms?* – Miguel Rodriguez – Piñero Royo (University of Seville)
- *How to identify an employee vis-à-vis the new reality?* – Valerio De Stefano (University of Leuven, Belgium)
- *Subordination versus economic dependence in employment relationships in the digital era* – Maria do Rosário Palma Ramalho (University of Lisbon – Portugal)

14h45 (GMT) – Break

15h00 (GMT) – 8th Parallel Session:

Equality And Non-Discrimination In

Chair: Frank Hendrickx (University of Leuven, Belgium)

- *Gender (in)equality in digital platforms?* – Sylvaine Laulom (Cour de Cassation, France)
- *Digital work, equality and the reconciliation of professional life and private and family life* – Susanne Burri (University of Utrecht, Netherlands)
- *Digital era, employment and discrimination: is there a discriminatory algorithm?* – Teresa Coelho Moreira (Universidade do Minho, Portugal)

15h00 (GMT) – 9th Parallel Session:

Robotics, Automation And Employment Contract: Main Trends

Chair: to be confirmed

- *Human work and automation: future trends* – José Eduardo Resende Chaves Júnior (President of the Ibero-American Union of Judges)
- *Automation and technological unemployment: legal aspects* – Joana Vasconcelos (Univerdade Católica Portuguesa, Lisboa, Portugal)
- *Managed by Algorithms: Legal Aspects of Automated Decision Making* – Martin Risak (University of Wien, Austria)

15h00 (GMT) – 10th Parallel Session (conducted in French):

The Algorithm And The Employment Contract

Chair: Martine Le Friant (Université d'Avignon, France)

- *Algorithmes et Contrat de Travail* – Costas Papadimitriou (University of Athens, Greece)
- Patrice Adam (Université de Lorraine, France) – To be Confirmed
- Luke Mason (Birmingham City University, United Kingdom) – To be Confirmed

15h00 (GMT) – 11th Parallel Session (conducted in Portuguese)

Post-pandemic Brazil: Labour Law and Governance

Chair: Nelson Mannrich (University of São Paulo, Brazil): Labour Law Flexibility post Coronavirus pandemic

- The Role of Labour Judges during and after the pandemic – Maria Cristina Irigoyen Peduzzi (President of the Superior Labour Court)
- Evolucionary Interpretation of Constitutional Principles – Luis Carlos Robortella (Lawyer)
- Informal Workers, Work in Platforms – The Urgent State Protection – Jouberto de Quadros Pessoa Cavalcante (Mackenzie Presbyterian Institute, São Paulo, Brazil)

15h00 (GMT) – 12th Parallel Session: (conducted in Portuguese)

15h00 (GMT) – 13th Parallel Session: Presentation Of Papers

15h00 (GMT) – 14th Parallel Session: Presentation Of Papers

16h30 (GMT) – End of Activities

May 7

Morning:

10h30 (GMT) – 3rd Plenary Session:

Working Time and Workplace in The Digital Era: New Frontiers?

Chair: Manfred Weiss (Emeritus Professor, Frankfurt University)

- *Working time, time for oneself and right to disconnect* – João Leal Amado (Universidade de Coimbra, Portugal)
- *Remote work, telework and smart work* – Natalie Munkholm (University of Aarhus, Denmark)
- *Globalization: how to discover the proper law of the employment contract?* – Piera Loi (University of Cagliari, Italy)

12h00 (GMT)– Break

Afternoon:

13h00 (GMT) – 4th Plenary Session:

Collective Action and Collective Bargaining in the Digital Era: Main Trends

Chair: Stein Evju (University of Oslo)

- *Digital work and trade unionism: can they go together?* – Bernd Waas (University of Frankfurt, Germany)
- *Digital work and collective bargaining, a new regulatory challenge?* – Fausta Guarriello (University Chieti-Pescara, Italy)
- *Digital work: a new task for social dialogue?* – Jesús Cruz Vilallón (University of Seville, Spain)

14h45 (GMT) – Break

15h00 (GMT) – 5th Plenary Session:

Work In A Digital Era, Human Rights And Personal Data Protection

Chair: Maria do Rosário Palma Ramalho (President APODIT)

- *Technological Omniscience, Social Freedom, and the Law* – Matthew Finkin (University of Illinois, USA)
- *The digital era and personal data protection: case law* – Ana Guerra Martins (European Court of Human Rights)
- *Digital work, fundamental rights and personality rights* – Guillermo Barrios Baudor (University Rey Juan Carlos, Madrid, Spain)

17h00 (GMT) – Closing Session – General Assembly of the ISLSSL

b. XXIIIe Congrès mondial du droit du travail et de la sécurité sociale (Lima, Pérou, 7-10 septembre 2021)

Le XXIIIe Congrès mondial de la SIDTSS sera organisé par la Société péruvienne de droit du travail et de la sécurité sociale du 7 au 10 septembre 2021 à Lima. Veuillez trouver ci-joint le programme du Congrès. De plus amples informations sont disponibles sur <https://islssl.org/world-congress/> et <https://en.islsslcongresslima2021.org/>



*“ XXIII Congrès Mondial de la SIDTSS
Lima, 7-10 septembre 2021*

*« Défis des systèmes de droit du travail et de la sécurité sociale »
(actuellement disponible en anglais uniquement)*

REGISTRATION

	Early Bird Registration by April 16h, 2021	Standard Registration from April 17th to August 20th, 2021	Last Call Registration from August 21th to September 06th, 2021
Participants	US\$ 300	US\$ 350	US\$ 400

Payments can be made through the congress website by credit card (the payment platform is secured by PayPal) or by wire transfer.

As general rule, **Early Bird** registration must be completed with full payment by **April**

16, 2021, otherwise the standard fee will apply. Early Bird rate will be available for groups of ten (10) or more people until June 30, but can be paid only by wire transfer. Registration fees include access to all sessions, Congress program and official documentation, Congress Kit, Welcome Cocktail and coffee breaks. Please note that participants should obtain their own medical/injuries insurance to cover their stay in Lima.

Information and Registration: <https://en.issslcongresslima2021.org/contact@issslcongresslima2021.org>

CALL FOR PAPERS

- Abstracts must be submitted until February 28th, 2021.
- The approval of submitted abstracts will be informed on or before March 30th, 2021.
- Full papers must be submitted until June 30th, 2021.

VENUE

University of Lima, Av. Javier Prado Este 4600, Santiago de Surco 15023, Lima, Peru.

PROGRAMME

Tuesday September 07th, 2021

11:00 – 18:00

Registration

11:00 – 13:00

Doctoral Student Consortium Meeting

14:00 – 17:00

Executive Committee Meeting

15:00 – 17:00

Young Scholars' Section Meeting

17:30 – 18:30

Opening Ceremony

19:30 – 22:00

Welcome Cocktail

Wednesday September 08th, 2021

09:00 – 10:30

Plenary Session: Transformation of Work: Challenges to Labour Law

Coordinated by Alberto Pizzoferrato (Italy) and Sergio Torres Teixeira (Brazil).

10:30 – 11:00

Coffee Break

11:00 – 12:30

Plenary Session – Global Trade and Work

Coordinated by: Wilfredo Sanguinetti Raymond (Peru) and Marley Weiss (USA)

12:30 – 14:30

Free time for lunch

14:30 – 18:30

Simultaneous Sessions: presentation of papers.

14:30 – 16:30

International Association of Labour Law Journals (IALLJ) Private Meeting

Thursday September 09th, 2021

08:00 – 09:30

Plenary Session: New challenges of social security.

Coordinated by: Kurt Paerli (Switzerland) and Masaiko Iwamura (Japan).

09:30 – 11:00

Plenary Session: Migrant Workers.

Coordinated by: Petra Herzfeld-Olsson (Sweden) and Helga Spadina (Croatia).

11:00 – 11:30

Coffee Break

11:30 – 13:00

Plenary Session: Non-Standard and Informal Workers.

Coordinated by: Pamihidzai Bamu (Zimbabwe) and Roberto Fragale (Brazil)

13:00 – 15:00

Free time for lunch

15:00 – 18:30

Simultaneous Sessions: presentation of papers.

20:00 – 23:00

Social Dinner.

Friday September 10th, 2021

09:00 – 10:30

Plenary Session: Equality at Work.

Coordinated by: Monika Schlachter (Germany) and Maria Luisa Molero Marañon (Spain)

10:30 – 11:00

Coffee Break

11:00 – 12:30

Plenary Session: The State and New Forms of Collective Voice.

Coordinated by: Tomas H. Natividad Sanchez (Mexico) and Bernd Waas (Germany).

12:30 – 15:30

Free time for lunch

15:30 – 16:30

General Assembly of the International Society of Labor and Social Security Law.

16:30 – 17:30

Closing remarks.

CALL FOR PAPERS

In September 2015, President Tiziano Treu proposed a new initiative, which the Executive Committee endorsed; namely, the establishment of seven international research (or study) groups as a means for promoting collaborative research focused on a specific topic. The idea was that these research groups would work over the period of two years, and would report at the next world congress. Professor Treu's initiative was a great success. The reports of the research groups were presented at the plenary sessions of the XXII ISLSSL World Congress in Turin and engendered significant interest in engagement. In addition, many individuals presented papers connected to these seven themes throughout the Congress. This proved a more dynamic approach than the traditional approach of having topics selected, and rapporteurs appointed who would prepare national reports on the topic and then present a summary and analysis at the world congress.

Today, with so much information available online, there is no longer a need for national reports. In contrast, the formation of international research groups provides the opportunity for many of our members to contribute to ongoing dialogue and debate on a given topic, and it permits the theme coordinators to draw on this to produce a report that identifies issues, trends and policy options. The web and new online platforms for group work will help us in organizing our work and in exchanging information and papers.

Encouraged by the success of this research group approach, our President, Janice Bellace, has proposed that we follow it once again in the period leading to the XXIII ISLSSL World Congress in Lima in 2021. The seven international research (or study) groups for the XXIII ISLSSL World Congress are as follows:

- Transformation of Work: Challenges to Labour Law
- Global Trade and Work
- New challenges of social security
- Migrant Workers
- Non-Standard and Informal Workers
- Equality at Work
- The State and New Forms of Collective Voice

The proposals for lectures must refer to one of the topics addressed by the research groups.

ABSTRACTS

Authors should submit a proposal that develops one of the topics of the World Congress which abstract shall have a maximum length of 500 words. All proposals must be in English, Spanish or French and will be subject to a refereeing process.

Proposals will be received **by e-mail to contact@issslcongresslima2021.org**, until **February 28, 2021**. The document must be accompanied with a brief resumé of the author(s), as well as contact details, country and the organization they belong to, if applicable. Decisions will be communicated on or before March 30, 2021.

Authors of accepted abstracts must register for the Congress **on or before April 30 2021** to be entitled to present their full papers.

PAPERS

1. Any paper must correspond to a complete and original work not previously published, with up to 15 pages. Mere abstracts are not accepted.
2. Papers must be submitted **by e-mail to contact@issslcongresslima2021.org** until **June 30, 2021**.
3. Papers must be submitted according to the following formal rules or will otherwise be immediately rejected:
4. Adobe Acrobat PDF format, font Arial, size 11 (9 for footer notes), single space.
5. Text in English, Spanish or French languages.
6. The first footnote must detail the academic or professional title of the author(s) and the organization they belong to, if applicable.
7. The abstract is limited to ten lines and must be in the English language. Three keywords are mandatory.
8. Citation rules: Author(s), Name of Book, edition (except in case of first editions), year published, page(s); or Author(s), “Name of Article”, Name of Collective Work or Magazine, volume or number (if applicable), year published and pages.
9. A brief resumé of the author(s), not exceeding six lines for each, must be included at the end of the paper.
10. The paper, including the resumé(s) mentioned above, may not exceed 15 pages.
11. Papers submitted according to the formal rules set forth above shall be subject to review by the Congress Organizing Committee.

12. The approval of submitted papers will be informed **on or before July 30th, 2021**. In the absence of any such information, the submitted paper will be deemed not approved for publication.
13. Authors of accepted papers may or may not be invited by the Organization Committee to present them at the Congress.
14. By submitting their paper, the authors declare, on their word of honor that the text submitted corresponds to an original work and has not been ever published before.

Sept groupes de recherche

Veillez trouver ci-joint les noms des coordinateurs de chaque groupe de recherche.

1. **Transformation du travail : Les défis du droit du travail** : Alberto Pizzoferrato (Italy) pizzoferrato@studiopizzoferrato.it et Sergio Torres Teixeira (Brazil) sergiotteixeira@nol.com.br
2. **Travailleurs migrants** : Petra Herzfeld-Olsson (Sweden) petra.herzfeld-olsson@juridicum.su.se et Helga Spadina (Croatia) helga.spadina@gmail.com
3. **Travailleurs atypiques et informels** : Pamihidzai Bamu (Zimbabwe) pamhidzai.bamu@gmail.com et Roberto Fragale (Brazil) roberto.fragale@gmail.com
4. **Commerce international et emploi** : Wilfredo Sanguinetti Raymond (Peru) wsr@usal.es et Marley Weiss (USA) mweiss@law.umaryland.edu
5. **Égalité au travail** : Monika Schlachter-Vollmer (Germany) monika.schlachter@uni-trier.de et Maria Luisa Molero Maranon (Spain) luisa.molero@urjc.es
6. **L'état et les nouvelles formes de voix collectives** : Tomas H. Natividad Sanchez (Mexico) tomas@natividad-abogados.com.mx et Bernd Waas (Germany) waas@jur.uni-frankfurt.de
7. **Nouvelles formes de sécurité sociale**: Kurt Paerli (Switzerland) kurt.paerli@unibas.ch et Masaiko Iwamura (Japan) iwamura@j.u-tokyo.ac.jp

Plus important encore, nous soulignons que ces groupes ne sont pas « fermés » - il n'est pas nécessaire d'attendre une invitation pour rejoindre un groupe. Il suffit de contacter les coordinateurs et d'être un membre actif du groupe de recherche. Nous attendons tous avec impatience la création de groupes de recherche proactifs. Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire. Veillez écrire votre message à islssl@outlook.com.

Section des Jeunes Juristes

En raison de la crise du Covid-19, de nombreuses activités organisées par les jeunes juristes ont dû être reportées, notamment l'événement organisé à Mexico.

La **Conférence de la SASLAW Young Scholar Society** a eu lieu en ligne le 1er octobre 2020. L'événement était destiné aux candidats avocats, aux jeunes praticiens des ressources humaines, aux jeunes avocats et aux étudiants.

Site web de la SIDTSS

Nous tenons à remercier tout particulièrement Marina Asti et Mario Fasani du BITIC et de la TSD pour le travail accompli dans la mise à jour du site web. Veuillez nous faire savoir si vous trouvez une erreur ou une omission dans le contenu du site web de notre Société en écrivant à islssl@outlook.com

Giuseppe Casale

Janice Bellace

Secrétaire Général

Présidente

ANNEXE I



International Society for Labour and Social Security Law

Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale

Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social

CV

Prof. María Emilia Casas Baamonde

MARÍA EMILIA CASAS BAAMONDE

DIRECCIÓN: NUÑEZ DE BALBOA, 12- 4º A 28001 MADRID

TLF +34 609127516; mariaemiliacasas@pdi.ucm.es

- Catedrática de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social, Universidad Complutense de Madrid.
- Presidenta del Tribunal Constitucional desde junio de 2004 a enero de 2011.
- Magistrada del Tribunal Constitucional desde diciembre de 1998 hasta enero de 2011.
- Consejera electiva de Estado (RD 1310/2018, de 22 de octubre).

- Doctora *honoris causa* por la Universidad Carlos III de Madrid, 27 de enero de 2012 (acuerdo unánime de su Consejo de Gobierno de 1 de diciembre de 2011).
- Doctora *honoris causa* por la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria (acuerdo unánime de su Consejo de Gobierno de 3 de diciembre de 2018; aprobación del claustro de 2 de abril de 2019).
- Doctora *honoris causa* por la Universidad de Málaga (acuerdo del Claustro Universitario de 18 de julio de 2019).
- Doctora *honoris causa* por la Universidad de Santiago de Compostela (acuerdo del Claustro Universitario y de su Consejo de Gobierno de 3 de octubre de 2019).
- Académica de número electa de la Real Academia de Ciencias Morales y Políticas (11 de febrero de 2020).
- Catedrática de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social de la Universidad del País Vasco, Facultad de Derecho de San Sebastián (OM 1 marzo 1983; BOE, 1 de marzo).
- Catedrática de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social de la Universidad Complutense de Madrid (OM 13 de enero de 1984; BOE, 13 de enero).
- Miembro de la Comisión Gestora de la Universidad Carlos III de Madrid (OM 5 de junio de 1989; BOE, 6 de junio).
- Vicerrectora de Relaciones Internacionales e Institucionales de la Universidad Carlos III de Madrid, desde su creación, hasta septiembre de 1995. - Miembro del Patronato de la Fundación de la Universidad Carlos III de Madrid.
- Directora Académica del Instituto Europeo de Relaciones Industriales de la Universidad Carlos III de Madrid.
- Miembro del Instituto Complutense de Estudios Internacionales
- Responsable de “Asesoría laboral y de seguridad social” en el Master profesional de Acceso a la Abogacía de la Universidad Complutense de Madrid.
- Directora de la Revista “Derecho de las relaciones laborales” (Editorial Lefebvre-El Derecho).
- Experta, en representación de España, en el “Observatorio de relaciones industriales y de la negociación colectiva de los países miembros UE”, y en

diversos estudios promovidos por la Unión Europea sobre relaciones laborales y el futuro del trabajo.

- Experta en la transposición de Directivas sociales de la Unión Europea al ordenamiento jurídico español.
- Miembro del grupo de expertos sobre “Las transformaciones del trabajo y el futuro del Derecho del Trabajo en Europa” (1999), bajo la dirección del profesor Supiot, promovido por la Comisión Europea y cuyo informe se ha publicado en diversas lenguas de los países de la UE.
- Directora con M. Rodríguez-Piñero de Comentarios a la Constitución española con motivo de su XXX aniversario, La Ley, Madrid, 2006; con motivo de su XL aniversario, BOE, Madrid, 2018 (libro galardonado en los XXII Premios Nacionales de Edición Universitaria, 2018).
- Autora de más de trescientas publicaciones sobre temas variados de la disciplina que cultiva, entre los que cabe citar su Manual de Derecho del Trabajo, que ha conocido la actualización de su 26ª ed. (en coautoría con el Prof. M. ALONSO OLEA, hasta su fallecimiento).
- Investigadora en distintos proyectos de investigación (eficacia y eficiencia de la regulación legal del mercado de trabajo, trabajo y empleo, transformaciones del trabajo y de las organizaciones empresariales, igualdad de género y no discriminación, derechos fundamentales, nuevas tecnologías y derechos de privacidad en el trabajo, descentralización productiva, deslocalizaciones, cadenas de suministro, tiempo de trabajo, temporalidad del empleo público, negociación colectiva, responsabilidad social corporativa, hard y soft law...).
- Ponente y conferenciante en numerosos Congresos nacionales e internacionales.
- Premio Jurista del año 2005 de la Asociación de Antiguos Alumnos de La Universidad Complutense de Madrid, noviembre de 2005.
- Premio Pelayo para Juristas de reconocido prestigio 2006.
- Premio extraordinario de honor por toda una trayectoria de dedicación y prestigio en el ámbito jurídico-laboral de la Asociación nacional de Abogados Laboralistas, noviembre de 2007.
- Miembro correspondiente de las Academias de Jurisprudencia de Colombia y del Perú, desde 2005 y 2007, respectivamente.

- Miembro de número del Instituto de Investigación de la Asociación Coruñesa de Derecho Comparado del Trabajo y Seguridad Social.
- Miembro del Jurado del Premio de la Asociación Nacional de Laboralistas (ASNALA).
- Premio Aequitas concedido por el Colegio de Graduados Sociales de Valencia, noviembre de 2007.
- Miembro del Jurado “Premio Príncipe de Asturias de Ciencias Sociales” de 2006 a 2010.
- Premio “Avanzando en Igualdad 2008”, otorgado por la Federación de Servicios Públicos de Valencia, enero de 2008.
- Socia de Honor y Medalla de Oro concedida por la Asociación Nacional de Abogados Laboralistas, Madrid, octubre de 2008.
- Asociada ad honorem de la Asociación de Mujeres Investigadoras y Tecnólogas (AMIT), noviembre 2008.
- Reconocimiento de la “Conferencia Iberoamericana de Justicia Constitucional” por las labores jurisdiccionales en España, por la contribución, conformación y difusión de la cultura constitucional en Iberoamérica y por la destacada participación en Conferencia Iberoamericana. Mérida, Yucatán, 17 de abril de 2009.
- Medalla de la Orden del Mérito Constitucional (RD 94/2011, de 21 de enero; BOE 22 de enero de 2011).
- Gran Cruz de la Real y Distinguida Orden Española de Carlos III (RD 515/2011, de 8 de abril; BOE 9 de abril de 2011).
- Presidenta del Premio Foro Español de Laboralistas (Forelab) Jóvenes Laboralistas, desde 2012.
- Gran Cruz de la Orden de San Raimundo de Peñafort (RD 969/2013, de 5 de diciembre; BOE 6 de diciembre de 2013).
- Of Counsel del Estudio Jurídico Ejaso desde abril de 2014.
- Miembro de la Junta Consultiva de la Universidad Autónoma de Madrid desde 2015.

- Miembro del Jurado del Premio Pelayo para juristas de reconocido prestigio desde 2016.
- Coordinadora del grupo de expertos FIDE sobre “Por un nuevo marco legislativo laboral. Conclusiones del grupo FIDE sobre una nueva ordenación legal consensuada del trabajo y de las relaciones laborales” (diciembre, 2016).
- Galardonada con el reconocimiento de “Pioneros” de Lefebvre -El Derecho, noviembre de 2017.
- Miembro del Consejo Académico de la Fundación para la Investigación sobre el Derecho y la Empresa (FIDE).
- Premio “Victoria Kent” en reconocimiento de la contribución a la consolidación de la democracia en España (Fundación Cajasol y Centro de Estudios de Documentación e Información Social de Andalucía, 8 de febrero de 2017).
- Coordinadora del grupo de expertos FIDE sobre “El futuro del trabajo. El trabajo que queremos” (marzo 2017).
- Miembro de la Comisión Ciencia y Derecho (abril 2017)
- Miembro del Comité de Personalidades Independientes creado por el artículo 11 del Reglamento (UE, Euratom) nº 1141/2014 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 22 de octubre de 2014 , sobre el estatuto y la financiación de los partidos políticos europeos y las fundaciones políticas europeas, nombrada por el Parlamento Europeo (6 de abril de 2017).
- Presidenta de la Asociación Española de Derecho del Trabajo y Seguridad Social, elegida el 1 de junio de 2017.
- Premio Fernández Latorre, La Voz de Galicia, 25 de julio de 2017.
- Miembro de la Comisión de Encuesta constituida para la queja relativa al incumplimiento por la República Bolivariana de Venezuela de los Convenios núm. 26, núm. 87 y núm. 144 de la OIT, según la queja presentada por varios delegados empleadores a la Conferencia Internacional del trabajo en virtud del artículo 26 de la Constitución de la OIT, designada por el Consejo de Administración de la OIT en su 333ª reunión, 9 de junio de 2018.
- Patrona de la Fundación Coloquio Jurídico Europeo (Acuerdo de la Junta del Patronato de fecha 28 de junio de 2018).

- Medalla de oro de Galicia (DECRETO 73/2018, de 19 de julio).
- Patrona de la Fundación Complutense (nombrada por el Consejo de Gobierno de la Universidad Complutense).
- Miembro del Consejo de Ciencias Sociales de la Fundación Ramón Areces (desde agosto de 2018).
- Premio de honor 2019 Women in a Legal World.
- Premio Unión Profesional 2020 (5 de marzo de 2020).



International Society for Labour and Social Security Law

Société internationale de droit du travail et de la sécurité sociale

Sociedad Internacional de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social

CV

Prof. D'Arcy du Toit

- abridged version -

Educational background

1970: B.A., University of Cape Town

1973: LL.B., University of Cape Town

1979: LL.D., University of Leiden

Academic background

1994 Appointed as Professor of Mercantile Law, Faculty of Law, University of the Western Cape

1994–1996 Visiting academic/professor at the Universities of Leiden, Missouri and Utrecht

1997–2001 Dean, Faculty of Law, University of the Western Cape

2001–2011 Senior Professor, Faculty of Law, University of the Western Cape

- 2002 DAAD Research Fellow at Humboldt University (Berlin) and J.W. Goethe University (Frankfurt-am-Main)
- 2004– Member of Board of Advisors, European Labour Law Network
- 2006– Member of Advisory Board, Institute for Development and Labour Law, University of Cape Town
- 2009 Erasmus Mundus Third-Country Scholar at the University of Groningen, Netherlands
- 2011 Rated by the National Research Foundation of South Africa as “Internationally Acclaimed Researcher”
- 2012– Emeritus Professor, Faculty of Law, University of the Western Cape
- 2018– Coordinator of Niche Area “Labour Law in the 4th Industrial Revolution”, Faculty of Law, University of the Western Cape
- 2018– Co-Investigator, Fairwork Foundation, University of Oxford

Association with ISLSSL

- 1997– Member of South African Society for Labour Law (SASLAW); served in various capacities on the Western Cape and National Committees
- 2002–2012 Member of Executive Committee, ISLSSL
- 2009–2012 Vice-President of ISLSSL
- 2013–2015 Chair of Local Organising Committee for the 21st World Congress of the ISLSSL held in Cape Town, September 2015
- Honorary Life Member of SASLAW

Selected publications 2015–2020

A. Books and chapters in books

Editor and co-author: *Labour Relations Law* (LexisNexis, 6th edition, 2015): with S. Godfrey, C. Cooper, G. Giles, T. Cohen, B. Conradie and A. Steenkamp

Editor and co-author: *Labour Law Through the Cases* (LexisNexis, Issues 26–36, 2015–2020): with B. Conradie, T. Cohen, W. Everett, M. Fouche, G. Giles, S. Godfrey, M. Taylor and P. van Staden

Editor and co-author: *Labour Law and Social Progress: Holding the line or shifting boundaries* (Bulletin of Comparative Labour Relations, Kluwer Law International, 2016)

Editor and co-author: *Strikes and the Law* (LexisNexis, Durban, 2017): with H. Cheadle, B. Conradie, T. Cohen, E. Fergus, M. Jacobs and A. Steenkamp

“Building BRICS for Growth?” in M. Finkin & G. Mundlak (eds) *Comparative Labor Law* (Edward Elgar, Cheltenham, UK; Northampton, MA, USA, 2015): with S. Cooney, R. Fragale, R. Ronnie and K. Sankaran

“Towards fairness in the ‘sharing economy’” in K. Ahlberg and N. Bruun (eds): *The New Foundations of Labour Law* (Peter Lang GmbH, Frankfurt am Main, 2017)

“From ‘platform capitalism’ towards a ‘sharing economy’” in O. Deinert, J. Heuschmid, M. Kittner and M. Schmidt (eds) *Demokratisierung der Wirtschaft durch Arbeitsrecht: Festschrift für Thomas Klebe* (Bund-Verlag, Frankfurt am Main, 2018)

“South Africa” in M. Moroni and M. Schlachter (eds) *Regulating Strikes in Essential Services: A Comparative ‘Law in Action’ Perspective* (Kluwer Law International, Alphen aan den Rijn, 2019): with M. Jacobs and R. Ronnie

“Human rights in the evolution of South African labour law” in J.R. Bellace and B. ter Haar (eds) *Research Handbook on Labour, Business and Human Rights Law* (Edgar Elgar, 2019): with M. Sirkhotte

B. Journal articles

“‘Affirmative action’ or ‘positive action’ in the employment context: Comparing the interpretation of ‘equality’ by the European Court of Justice with that of the South African Constitutional Court” (2015) 36 *Comparative Labor Law & Policy Journal* 423

- “Freedom of Association, Majoritarianism, and the Rights of Minority Unions”
International Labor Rights Case Law 3 (2017) 297
- “One Small Step Towards Decent Work: Uber v Aslam in the Court of Appeal” (2019)
48 *Industrial Law Journal* (UK) 260: with S. Fredman
- « Le droit du travail et la « révolution technologique » en Afrique du Sud *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* 2019-2: with K. Malherbe and K. Mokoena¹
- “Do Cooperatives Offer a Basis for Worker Organisation in the Domestic Sector? An Exploratory Study” (2015) 36 *Industrial Law Journal* (SA) 1677
- “The Right to Equality versus Employer ‘Control’ and Employee ‘Subordination’: Are Some More Equal Than Others?” (2016) 37 *Industrial Law Journal* (SA) 1
- “Should precarious work be the focus of labour law?” (2018) 39 *Industrial Law Journal* (SA) 2089
- “Revisiting Strikes in Essential Services” in (2018) 39 *Industrial Law Journal* (SA) 2131: with M. Jacobs and R. Ronnie
- “The New Labour Bills: An Overview and Analysis” in (2018) 39 *Industrial Law Journal* (SA) 2161: with S. Godfrey and M. Jacobs
- “Platform work and social justice” (2019) 40 *Industrial Law Journal* (SA) 1
- “Independent contractors have rights too” (2019) 40 *Industrial Law Journal* (SA) 2165

¹ Also published as: “Revolutionary change in technology” must be translated into labour law” 2019-4 electronic edition of the *Journal of Comparative Labor Law and Social Security*.

ANNEXE II

LISBON 2020

XIII European Regional
Congress of the International
Society for Labour and
Social Security Law

ABDT §

Dear Speaker:

Due to the seriousness of the present state of the COVID-19 pandemic and the great uncertainty surrounding its evolution in the next few months, APODIT and ISLSSL have decided that our XIII ISLSSL European Regional Congress that is scheduled to 5-7 May 2021 will be held totally *online*.

Our aim now is to provide our speakers, session chairs and participants with the best technical conditions, as well as with the widest range of possibilities concerning access to all sessions, to the communications presented and the papers accepted for publication on our platform.

We are quite confident that this Congress will be a vibrant, stimulating, collaborative and fruitful event, that will do good justice to its theme, Work in the Digital Era.

And we are, naturally counting on your participation, in accordance with the revised and slightly adapted Programme that you can find in our updated website:
(<https://lisbon2020congress.com/?lang=en>).

We ask you to please send us a photograph and a brief biographical note to put on the *website, LinkedIn and Facebook*. You will soon be contacted by our Technical Support Team, which will provide you with all the necessary information on your registration and access and by Professor Teresa Coelho Moreira, who will update you on several issues concerning your session.

Finally, we rely on your best efforts, for which we thank you in advance, to help us with the divulgation of our Congress and its new developments.

Further questions at helpdesk.lisbon2020@eventosbyt.pt

Kind regards,

For the Organizing Committee,
Maria do Rosário Palma Ramalho
President
www.lisbon2020congress.com

ANNEXE III

CALL FOR ABSTRACTS

Promoted by the *International Association of Labour Law Journals* (IALLJ)

The *International Association of Labour Law Journals* is promoting a Call for Abstracts in connection with the seminar that the association will organise during its next Business Meeting.

A panel of prominent scholars belonging to the IALLJ membership will discuss the selected abstracts in the Business Meeting of the Association organised within the forthcoming XIII *European Regional Congress of the International Society for Labour and Social Security Law*, Lisbon, 5-7 May 2021.

Abstracts may also be selected by the journals of the Association for the publication of the corresponding paper therein. The paper can be written in the language of the journal that has selected the abstract.

Title: Regulating working conditions in MNEs during and after the pandemic

Working conditions within Multinational Enterprises (MNEs), and especially in their supply chains, have always been scarcely regulated by labour law. MNEs and their global supply chains go beyond the traditional scope of national labour regulation and workers' representatives and trade unions have been urged to set up new forms of social dialogue and collective action at the transnational level. Despite being emphasised as channels to constitutionalise labour relations in MNEs, softlaw and self-regulation has proved to be scarcely effective in regulating global supply chains. The question of how to regulate MNEs has become an emergency during the pandemic crisis, when workers involved in their supply chain have suddenly lost their jobs, often without receiving any social benefits.

This call aims at raising a debate on the possible forms of regulation of workers' conditions in MNEs and invites labour law scholars and researchers from other close disciplines to present contributions on topics such as:

- Regulation at the supranational level

On one side, we face a revamp of relevant EU regulation (e.g. Transparent and predictable working conditions Directive, the proposal on Corporate Due Diligence and Corporate Accountability). On the other side, negotiations for concluding a binding Treaty to regulate the activities of transnational corporations and other business enterprises has been further developed inside the UN. In addition to advancing regulation through commercial agreements and arrangements, in the form of Free Trade Agreements or Bilateral Investment Treaties, supranational actors, such as the ILO and the OECD, have been promoting different forms of MNEs' regulation.

- Regulation through transnational social dialogue, collective bargaining and new forms of collective action

Transnational social dialogue and collective bargaining are also important channels to regulate MNEs. Recently, the European Trade unions have been pushing for a reform of the European Works Council Directive. European and Global Framework Agreements have been introduced in order to face the serious economic and social consequences of the current crisis. Moreover, unions have built alliances with non-governmental organisations, environmental groups and consumers to promote the sustainability of supply chains at the local and global level.

- Regulation at national level

Governments in core countries are taking initiatives to regulate the purposes of corporations and the governance of supply chains. While some countries have introduced new juridical forms of corporations, such as the B Corp in the US, France and Italy that are legally required to consider the impact of their decisions on workers, customers, suppliers, communities, and the environment, others are promoting laws that oblige MNEs to ensure that the rights of workers and communities in their supply chains are respected (see the French law on the *devoir de vigilance* and the proposed global supply chains act in Germany).

Deadline for submission of abstracts: 1 March 2021.

Abstract: maximum 10000 characters (spaces included); an essential bibliography can be added. The Abstract should focus on one or more of the topics indicated below and it should clearly describe the research objectives, the methodology and (if necessary) an essential bibliography.

Contacts for submission: cfp.iallj@gmail.com.